

Face au déni de démocratie du gouvernement **Le Parti socialiste reste présent dans la mobilisation pour les retraites**



Des salariés de la métallurgie saluent les représentants du Parti socialiste dans le cortège

Manifestation du 28 octobre

N° 589
DU 6 AU 12 NOVEMBRE
1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél.: 01 45 56 77 52 - Fax: 01 47 05 27 70
hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION • David Assouline
• RÉDACTRICE EN CHEF Stéphanie Platat (77 52) • PHOTO Philippe Grangeaud (76 00) • MAQUETTE Florent Chagnon (79 44) • FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94) Saint-Mandé •
N° DE COMMISSION PARITAIRE : 0114P11223 • ISSN 127786772
"L'Hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications, tiré à 25 200 exemplaires



L'AGENDA

6 novembre

► Retraites

Journée de mobilisation pour la défense de notre système de retraites

6 novembre

► Forum des idées

Sur la thématique de la ville du XXI^e siècle, à Lille

9 novembre

► Conseil national

Sur le thème de l'Égalité réelle à l'Assemblée nationale, Paris

17 novembre

► Forum des idées

Sur la thématique de la sécurité, à Créteil

Retrouvez l'agenda sur
parti-socialiste.fr



L'info en continu

Pierre Moscovici, 27/10/10

Incapacité

« Nicolas Sarkozy qui est entré affaibli dans cette réforme, en sort démonétisé et dévalué parce qu'il a ajouté la brutalité à l'incapacité à trouver des solutions justes. »

Razzy Hammadi, Aurélie Filippetti, Laurence Rossignol, 27/10/10

Électricité

« Sous prétexte de financer la filière photovoltaïque, le gouvernement confirme aujourd'hui une prochaine hausse de 3% des tarifs EDF. 3,5 millions de ménages sont aujourd'hui en situation de précarité énergétique, un chiffre qui ne cesse de croître et que le gouvernement feint d'ignorer. Le gouvernement avait promis que l'ouverture des marchés à la concurrence ferait baisser les prix. Ce n'est manifestement pas le cas : c'est même tout le contraire. L'exigence de rentabilité a remplacé celle du service public ».

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

6/11

La date de la prochaine mobilisation pour la défense de notre système de retraites. Le combat a commencé le 24 juin dernier, et malgré les vacances scolaires il s'est poursuivi tout l'automne. À chaque fois, nous avons été entre deux à trois millions et demi de manifestants dans les rues. Le Parti socialiste sera de nouveau présent dans les cortèges ce week-end pour défendre un système de retraite juste et efficace.

L'ACTU DU SECRÉTARIAT NATIONAL

Communiqué de Martine Aubry

« Le vote définitif du texte sur les retraites ne constitue malheureusement pas une surprise, quand on voit quelle a été l'attitude du gouvernement qui n'a pas laissé un vrai débat avoir lieu et a entravé la parole de l'opposition en bafouant ses droits démocratiques. C'est en revanche une grande déception pour les Français, qui rejettent massivement ce texte mal préparé, mal financé, profondément inégalitaire et imposé sans concertation. Si victoire il y a, c'est celle de l'injustice, de l'imprévoyance et du mépris.

En accompagnant l'action des syndicats qui ont appelé à de nouvelles mobilisations avant la promulgation de la loi, en saisissant le Conseil constitutionnel, le Parti socialiste se mobilisera jusqu'au bout contre ce texte.

Je dis au Président : on ne gagne pas contre les Français. Le Parti socialiste demande au chef de l'État de ne pas promulguer cette loi, d'ouvrir des négociations pour enfin proposer à la France la réforme juste, efficace et durable qu'elle attend ».

Mobilisation pour Sakineh

La lapidation de l'Iranienne Sakineh Mohammadi Ashtiani, condamnée à mort pour adultère, devait intervenir mercredi 3 novembre. Depuis le début de l'affaire, le Parti socialiste a apporté son soutien total à la mobilisation internationale en cours. Mardi 2 novembre, le PS a réaffirmé son soutien à l'Iranienne.

Solidaire des rassemblements organisés par les organisations de défense des droits de l'Homme, partout dans le monde, le Parti socialiste a demandé au gouvernement iranien de ne pas mettre en œuvre la lapidation de Sakineh, à qui un procès équitable devrait être garanti. Avec de nombreuses associations, il a souhaité que le Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki Moon, prenne position et relaie cette demande auprès des autorités iraniennes.

« Face à tant d'inhumanité, la France doit tenir un discours de grande fermeté. Il est grand temps de mettre la question de la torture et de mises à mort au cœur des rendez-vous diplomatiques futurs » a conclu le Secrétariat national à la coopération, à la francophonie, à l'aide au développement et aux droits de l'homme.

Recul du marché automobile : l'aveu d'impuissance du gouvernement

Les résultats publiés par le Comité des constructeurs français d'automobiles sont alarmants. En chute de près de 20 % sur un an, les immatriculations de voitures neuves enregistrent leur sixième baisse consécutive. Le marché automobile français poursuit son recul. Depuis l'adoption du « pacte de l'Elysée » en février 2009, le Parti socialiste dénonce les limites et les dangers de mesures court-termistes pour le marché, sans réelles contreparties pour les constructeurs, sans efficacité pour les équipementiers. La modification des barèmes de bonus-malus et la prime à la casse n'ont permis qu'un redressement optique des ventes. Quant au Fonds de modernisation des équipementiers automobiles, ses critères d'intervention sont flous. Depuis vingt mois et son « plan pour sauver la filière automobile en France », le PS alerte le gouvernement sur l'urgence sociale et économique qui frappe le tissu des PME du secteur automobile. Que de temps perdu par le gouvernement quand on songe qu'en 2009, 45 000 emplois ont disparu chez les équipementiers.

CONVENTION NATIONALE

Participez aux débats

La prochaine Convention nationale du PS se tiendra le 11 décembre prochain, elle a pour thème l'égalité réelle. Pour lancer les débats, nous organisons 7 chats en direct, avec les rapporteurs des différents ateliers du 4 au 9 novembre. Jeudi 4 novembre, Najat-Vallaud Belkacem et Pascale Boistard ont ainsi répondu à vos questions sur la lutte contre les discriminations, Benoît Hamon vous a répondu sur les actions à mener pour l'égalité des conditions de vie et de revenus, vendredi,

Bruno Julliard et Pascale Gérard ont été interrogés sur l'éducation, Gaëlle Lenfant sur l'égalité hommes-femmes et Laurianne Deniaud sur l'autonomie des jeunes. Vos prochains rendez-vous chat : lundi 8 novembre, de 10h à 11h avec Charlotte Brun et Marisol Touraine, sur les services publics universels et personnalisés. De 14h à 15h avec Marianne Louis et Nathalie Perrin-Gilbert venez discuter de l'égalité entre les territoires, et de la politique du logement.

La Convention Égalité réelle est aussi sur la coopool. Pour préparer les débats qui auront lieu dans les différents ateliers de la Convention Égalité, vous pouvez rejoindre dès maintenant les groupes dédiés sur la coopool pour faire part de vos remarques, poser vos questions ou apporter vos contributions aux débats.

► Renseignements : parti-socialiste.fr/egalite

► lacoopool.fr

Les socialistes à l'offensive

À l'Assemblée nationale

Les députés socialistes ont saisi le Conseil constitutionnel sur la réforme des retraites. Ils ont motivé leur décision en démontrant que cette réforme votée la semaine dernière porte atteinte aux principes d'égalité reconnus par le préambule de la Constitution et par son article 1. « C'est une rupture d'égalité pour les salariés qui ont commencé à travailler tôt et qui devront supporter seuls le recul de l'âge légal de la retraite à 62 ans. Rupture d'égalité pour les femmes et les chômeurs qui ont connu des carrières professionnelles hachées et qui devront attendre 67 ans pour obtenir une pension complète. Rupture d'égalité pour les ouvriers qui ont une espérance de vie de sept ans inférieure aux autres catégories sociales et qui se voient priver d'un droit compensatoire » ont détaillé les députés socialistes, radicaux, citoyens et verts, rappelant que « le droit peut censurer l'injustice ». Mardi, l'Assemblée nationale a restreint l'accès à l'Aide médicale d'État (AME), couverture médicale gratuite prévue pour les étrangers en situation irrégulière aux faibles ressources, en instaurant notamment un droit d'entrée de 30 euros. Les députés socialistes, et le Secrétariat national du PS se sont élevés contre cette restriction qui revient à écarter une partie de ces personnes dans le besoin de l'accès aux soins. « Je pense

que l'on est là manifestement sur un terrain où certains à droite construisent la passerelle nécessaire avec l'extrême droite », a commenté Alain Vidalies. L'Assemblée nationale a également adopté le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2011. Toute la gauche a voté contre. « Ils sont en train de provatiser des pans entiers de notre protection sociale au profit des complémentaires santé » a commenté Marisol Touraine.

Au Sénat

Comme les députés socialistes, les sénateurs ont déposé un recours sur la loi de réforme des retraites devant le Conseil constitutionnel. Dans ce recours, les sénateurs expliquent clairement les deux points à étudier. Le premier concerne le principe d'égalité, « malmené à maints égards » par la réforme. Le deuxième point revient sur l'inefficacité du texte. « Les objectifs, que sont la sauvegarde du système par répartition et un financement pérenne de l'assurance vieillesse sans abaissement du niveau de pension, ne sont pas – de l'aveu même de ses promoteurs – atteints par la loi » écrivent-ils. Jean-Pierre Bel a obtenu qu'un débat en séance publique ait lieu, le 15 novembre, sur la défense antimissile dans le cadre de l'OTAN. « Il était inadmissible, qu'à la veille du sommet de l'OTAN, le 19 et 20 novembre, le gouvernement omette d'informer la représentation nationale de la

politique que la France défendra à cette occasion. Comment ne pas aborder ces sujets devant le Parlement, devant la Nation ? » s'interroge le Président du groupe socialiste.

Au Parlement européen

La Commission européenne a adopté officiellement le 28 octobre sa communication sur "une politique industrielle intégrée à l'ère de la mondialisation". Bien que l'expression "politique industrielle" soit utilisée, les avancées restent particulièrement timides. « La Commission reste crispée sur ses prérogatives en matière de droit de la concurrence qu'elle applique sans discernement et n'aborde qu'à la marge la nécessaire protection contre toutes les formes de dumping que rencontrent les entreprises européennes, explique Henri Weber, membre de la commission Industrie. La Stratégie UE 2020 devrait avoir une meilleure spécialisation, sectorielle et géographique, de l'économie européenne, en coordonnant des investissements massifs dans la matière grise et en appuyant la création et le développement des entreprises, en particulier des PME. Une politique générale en faveur de l'investissement doit devenir la priorité macroéconomique de l'UE, particulièrement en ces temps de crise où l'investissement est la dépense la plus rapidement sacrifiée ».

L'info en continu

Marie-Pierre de la Gontrie, Patrick Bloche, 28/10/10

Liberté d'informer

« Trois cambriolages ont visé en quelques jours des journalistes travaillant sur l'affaire Woerth-Bettencourt. Malgré le caractère plus que sensible de ces vols, les ministres restent silencieux et les services de police indiquent traiter ces affaires de manière séparée, "comme n'importe lesquelles". La liberté de la presse qui passe par la protection des sources des journalistes doit être garantie avec détermination, les auteurs de ces vols recherchés, leurs commanditaires identifiés et poursuivis ».

Jean-Jacques Urvoas, 29/10/10

Budget de l'Intérieur

« Le budget du ministère de l'Intérieur présenté devant l'Assemblée nationale est un chef d'œuvre d'opacité. Brice Hortefeux s'est livré à un tour de passe-passe administratif en mélangeant différentes notions. Avec la suppression de 1 925 postes de gardiens de la paix, de 156 postes dans la police technique et scientifique, une diminution de 19 % de l'investissement et 6 215 policiers et gendarmes de moins qu'en 2002, le gouvernement fait le choix d'une politique de court terme, sacrifie l'avenir et prépare une bombe à retardement pour les années futures pour des forces de sécurité en voie de clochardisation ».

FORUM DES IDÉES

Forum des idées

LA VILLE DU XXI^e SIÈCLE

Au tour de la ville

Cet automne et jusqu'à l'année prochaine, le Parti socialiste reprend le principe du Forum pour faire connaître ses propositions sur différents thèmes. Le premier des Forums des idées fut consacré à l'agriculture. Il fut un réel succès. Ce samedi 6 novembre, c'est sur le thème de la ville du XXI^e siècle que le PS présentera des éléments de propositions. Ce Forum se tiendra à Lille, en présence de Martine Aubry, et sera présidé par René Vandierendonck, maire de Roubaix et Djamel Klouche, architecte-urbaniste. Il sera co-animé par Philippe Panerai, architecte-urbaniste, Pierre Cohen, député-maire de Toulouse, Philippe Vignaud, architecte-urbaniste, Adeline Hazan, maire de Reims, Dominique Perrault, architecte-

urbaniste, Daniel Goldberg, député de la Seine-Saint-Denis.

Trois ateliers rythmeront la journée, le premier sur la ville intense, le deuxième sur la ville solidaire et le troisième sur la ville habitée. Marianne Louis, Secrétaire nationale en charge de la politique de la ville, Laurence Rossignol, Secrétaire nationale à l'environnement et Nathalie Perrin-Gilbert, Secrétaire nationale au logement ont pris en main l'organisation de ce Forum. De nombreux chercheurs, professionnels du domaine, responsables associatifs et élus prendront part aux débats.

► Renseignements : parti-socialiste.fr/forumdesidees

PS



Mobilisé-e-s pour nos retraites !

Après avoir refusé de négocier avec les syndicats, après avoir méprisé les millions de Français - 7 sur 10 - qui ont refusé le projet de réforme, Nicolas Sarkozy a contourné le Parlement (procédure accélérée, débats tronqués à l'Assemblée nationale et au Sénat). C'est inacceptable. On ne touche pas aux retraites des Français sans les écouter, sans négocier avec les syndicats, sans respecter le Parlement.

Pour prolonger la mobilisation contre les mesures du gouvernement, et pour protester contre ce déni de démocratie, les socialistes ont déposé un recours devant le Conseil constitutionnel. Le combat continue !

Les mesures du gouvernement sont profondément injustes et ne règlent rien :

- ▶ transformer les jeunes retraités en vieux chômeurs, en obligeant les seniors à cotiser plus longtemps, et contraindre les femmes qui ont eu des carrières fractionnées à partir à 67 ans
- ▶ entraîner une baisse des pensions, comme après les précédentes réformes de la droite
- ▶ exclure la prise en compte de la pénibilité, qui n'a rien à voir avec l'invalidité
- ▶ faire porter plus de 90 % des nouveaux efforts sur les seuls salariés et presque rien sur les revenus du capital
- ▶ piller le Fonds de réserve des retraites pour maquiller les déficits en vue de 2012, sans même régler durablement le problème du financement !

Une autre réforme est possible : c'est celle que propose le Parti socialiste

- 1. Le maintien de l'âge légal de départ à 60 ans, protection pour les salariés ayant commencé à travailler le plus tôt, liberté de choix pour tous.**
- 2. Une réelle prise en compte de la pénibilité, tenant compte de l'espérance de vie liée aux parcours professionnels.**
- 3. Le financement des retraites du premier au dernier euro par des efforts partagés : les revenus du capital et les banques doivent aussi contribuer à l'effort de solidarité.**
- 4. Des mesures démographiques - durée de cotisation, emploi des seniors, bonus incitatifs - pour prendre en compte l'allongement de la vie.**
- 5. Un Fonds de réserve des retraites garanti, pour amortir les chocs démographiques ou économiques.**

**Mobilisons-nous pour une réforme juste,
qui préserve nos retraites et celles de nos enfants
Donnons une leçon de démocratie à Nicolas Sarkozy !**

Retrouvez toutes nos propositions sur parti-socialiste.fr